

Règlement-taxe sur la la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires non adressés

Article 1: Durée

Il est établi, à partir du **1^{er} janvier 2017**, pour une période de cinq **trois** ans, expirant le **31 décembre 2019**, une taxe communale sur la distribution à domicile d'imprimés publicitaires non adressés.

Article 2: Assiette de la taxe

Sont visés par les présentes dispositions :

1. la distribution à domicile de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial, ainsi que de catalogues, de dépliants et de journaux contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés sont non adressés. Est uniquement visée la distribution gratuite dans le chef des destinataires.
2. la distribution gratuite dans les chefs des destinataires d'imprimés publicitaires non adressés, ouverts à tous les annonceurs ou émanant d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires.

Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels non publicitaires sera calculé en tenant compte de leur superficie totale d'occupation (y-compris leur(s) annexe(s) telle(s) que dessin(s), gravure(s) ou photographie(s)) dans l'imprimé publicitaire pris dans sa superficie intégrale de rédaction, y compris les pages de couvertures.

Article 3: Définitions

Au sens du présent règlement, on entend par :

• ***imprimé publicitaire:***

tout document qui contient au moins une annonce à des fins commerciales et/ou un ou des texte(s) publicitaire(s), réalisé(s) par une ou plusieurs personnes(s) physique(s) ou morale(s).

• ***non-adressé:***

tout imprimé publicitaire qui ne comporte pas le nom et l'adresse complète du destinataire (rue, n°, (bte), code postal et commune).

• ***carte et feuille publicitaire:***

toutes pièces qui sont composées au plus d'une feuille (deux faces imprimées ou non).

• ***catalogue, dépliant ou journal publicitaire:***

toutes pièces qui comprennent plus d'une feuille (reliées, agrafées ou pliées).

• ***textes rédactionnels:***

1. ▪ les textes écrits par des journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;
2. ▪ les textes qui, au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, pharmaciens, infirmiers) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux;

3. ▪ les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques ainsi que les informations non commerciales aux consommateurs, les informations sur les cultes, les annonces d'activités telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités des maisons de jeunes et des centres culturels;
4. ▪ les petites annonces non commerciales qui émanent de particuliers;
5. ▪ les annonces notariales;
6. ▪ les offres d'emploi;
7. ▪ la propagande électorale.

● **textes publicitaires:**

8. ▪ *les articles qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames;*
9. ▪ *les textes (avec ou sans photo(s) et/ou dessin(s)) qui, d'une façon générale, soit implicitement, soit explicitement visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction commerciale.*
10. ▪ *les offres de services rémunérés (émanant de particuliers ou d'agences).*

Article 4: Redevable

La taxe est due par l'éditeur responsable des imprimés visés par les présentes dispositions ou, s'il n'est pas connu, par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle l'imprimé publicitaire non adressé est distribué et ce pour chaque firmes ou produits spécifiquement déterminés dont il est fait mention sur l'imprimé publicitaire.

Le distributeur des imprimés taxables est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Si l'éditeur responsable ou le distributeur ne sont pas connus, la personne physique ou morale pour laquelle l'imprimé est distribué, est responsable du paiement de la taxe.

La taxe est due par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle l'imprimé publicitaire non adressé est distribué lorsque l'éditeur responsable n'a pas son siège social dans l'Union européenne (UE) et aucune société commerciale en Belgique dotée de la personnalité juridique au sens du Titre I, article 2, § 2, du Code des Sociétés (loi du 7 mai 1999).

Article 5:

Les différentes formats sont:

a) **Carte et feuille publicitaire:**

- superficie plus petite ou égale au format A4

- - superficie plus grande que le format A4 mais ne dépassant pas la superficie de 2 x le format A4

•

b) **Catalogue, dépliant ou journal publicitaire**

La taxe est établie sur la superficie de l'imprimé publicitaire totalement déplié.

Article 6: Taux

Les taux de taxation en euro sont fixés comme suit pour les années 2017 à 2019 inclus:

	2017	2018	2019
Plus petit ou égal à A4	0,0118	0,0120	0,0122
Montant minimum par distribution	29,86	30,45	31,06
Plus grand que A4	0,0236	0,0240	0,0245
Montant minimum par distribution	59,75	60,95	62,17
Catalogues, dépliants ou journaux	0,0354	0,0361	0,0368
Montant minimum par distribution	119,50	121,89	124,33

Article 7:

A la demande du redevable, l'Autorité communale compétente est autorisée à accorder un régime d'imposition forfaitaire mensuel pour toute l'année, en remplacement des taxations occasionnelles.

Le régime de taxation forfaitaire doit être demandé au plus tard le 31 janvier de l'année d'imposition et restera valable jusqu'à la fin de l'année d'imposition.

Les taux en euro de taxation forfaitaire mensuelle sont fixés comme suit pour les années 2017 à 2019 inclu quel que soit le nombre d'exemplaires distribués au cours du mois:

	2017	2018	2019
Plus petit ou égal à A4	717,04	731,38	746,01
Plus grand que A4	1.434,12	1.462,80	1.464,80
Catalogues, dépliants ou journaux	2.151,16	2.155,46	2.198,57

Article 8: Déclaration

Le redevable est tenu soit:

- de demander une formule de déclaration à l'administration communale avant chaque distribution d'imprimés publicitaires et de la renvoyer (par poste, fax ou mail), dûment complétée, datée et signée avant l'échéance mentionnée sur ladite formule, à savoir quinze jours.**
- d'envoyer spontanément, avant chaque distribution d'imprimés publicitaires, (par poste, fax ou mail), une déclaration, reprenant les données nécessaires à l'établissement de la taxation (coordonnées complètes du déclarant, adresse de facturation, nombre d'exemplaires distribués, période de distribution, coordonnées du distributeur, choix du mode de taxation, qualité et signature du déclarant, date d'établissement de la déclaration).**

Article 9: Taxation d'office

A défaut de déclaration dans les délais prévus par le règlement, en cas d'insuffisance de celle-ci, en cas de refus de déclaration ou en cas de défaut de déclaration, le redevable fera l'objet d'une taxation d'office sur base des éléments dont l'Administration communale dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par

écrit.

La taxe ne peut être établie avant que ce délai ne soit échu.

En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due sera majorée d'un montant double de celle-ci.

Les infractions au présent règlement sont constatées par le(s) membre(s) du personnel communal, désigné(s) à cet effet par le Collège et qui est (sont) compétent(s) pour effectuer un contrôle ou examen et faire les constatations nécessaires quant à l'application du règlement-taxe et de ses diverses dispositions. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 10: Recouvrement

~~La taxe est perçue au comptant~~ **La taxe est levée par voie de rôle.**

Le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement-extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 11: Réclamations

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre une taxe ou sa majoration auprès du Collège des Bourgmestres et Échevins.

La réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Si le redevable ou son représentant en a fait la demande explicite dans la réclamation, il sera invité à être entendu lors d'une audition dans un délai de quinze jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par écrit par le redevable ou son représentant au Collège ou au membre du personnel désigné par le Collège à cet effet, au moins sept jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 12:

Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1er janvier 2017, le règlement-taxe sur la distribution gratuite à domicile d'imprimés publicitaires non adressés adopté par le Conseil communal en séance du 25 octobre 2012.

Belastingreglement op het gratis verspreiden van niet-geadresseerd reclamedrukwerk aan huis

Artikel 1: Looptijd

Er wordt, vanaf **1 januari 2017**, voor een periode van vijf **drie** jaar, verstrekkend op **31 december 2019**, een gemeentebelasting gevestigd op het gratis verspreiden van niet-geadresseerd reclamedrukwerk aan huis.

Artikel 2: Belastinggrondslag

Volgende bepalingen treffen:

1. de verspreiding aan huis van publiciteitsbladen en -kaarten met een commercieel karakter, alsook catalogi, vouwbladen en kranten die publiciteit met handelsoogmerk bevatten wanneer dit drukwerk niet-geadresseerd is. Enkel de gratis bedeling ten huize van de bestemmingen wordt gevisieerd.
2. het gratis verspreiden van niet-geadresseerd reclamedrukwerk ten huize van de bestemming, dat toegankelijk is voor alle adverteerders of uitgaande van één enkele handelaar of van een groep van handelaars en dat minder dan 40 % niet-publicitaire redactionele teksten bevat.

Het percentage van 40 % redactionele niet-publicitaire teksten zal berekend worden rekening houdend met de totaal gebruikte oppervlakte (met inbegrip van hun bijlagen zoals tekening(en), gravure(s) of foto('s)) in het reclamedrukwerk opgenomen in de volledige oppervlakte van de redactie, met inbegrip van de omslagbladen.

Artikel 3: Definities

In de zin van het huidige reglement verstaan we onder :

• **Reclamedrukwerk:**

elk document dat ten minste een aankondiging bevat met commerciële doeleinden opgemaakt door één of meerdere natuurlijke of rechtspersonen.

• **Niet-geadresseerd:**

elk reclamedrukwerk dat geen naam en geen volledig adres van de bestemming bevat (straat, huisnummer, bus, postcode en gemeente)

• **Publiciteitsbladen en -kaarten:**

alle stukken die bestaan uit meer dan één blad (twee al dan niet bedrukte bladzijden).

• **Catalogi, vouwbladen of publiciteitskranten:**

alle stukken die uit méér dan één blad bestaan (ingebonden, vastgeniet of gevouwen).

• **Redactionele teksten:**

1. ▪ teksten die door journalisten uit hoofde van hun beroep zijn geschreven; voor zover er geen sprake in is, hetzij expliciet, hetzij impliciet, van firma's of **bepaalde** producten;
2. ▪ teksten die, t.a.v. de bevolking van de gemeente een sociale rol vervullen en algemene inlichtingen zonder commerciële doeleinden of ook officiële informatie van openbaar nut i.v.m. de orde of het welzijn zoals hulpdiensten, openbare diensten, mutualiteiten, ziekenhuizen, wachtdiensten (dokters, verpleegkundigen, apothekers) of inlichtingen van openbaar nut zoals gemeentelijke en allerlei nationale en internationale informatie verstrekken;

3. ▪ algemene, regionale, politieke, sportieve, culturele, artistieke en folkloristische alsook literaire en wetenschappelijke niet-commerciële mededelingen aan verbruikers;
4. ▪ meldingen over erediensten, aankondigingen van allerlei activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten en activiteiten van jeugdhuizen en culturele centra;
5. ▪ kleine niet-commerciële advertenties uitgaande van particulieren;
6. ▪ notariële aankondigingen;
7. ▪ werkaanbiedingen;
8. ▪ verkiezingspropaganda.

● **Publicitaire teksten:**

9. ▪ *teksten die op een directe of verdoken manier de lezer naar reclame verwijzen;*
10. ▪ *teksten (met of zonder foto('s) en/of tekening(en)) die er op een algemene manier, impliciet of expliciet, naar streven firma's, producten of diensten onder de aandacht te brengen, bekend te maken, aan te bevelen en dit teneinde tot een commerciële transactie te komen.*
11. ▪ *betaalde dienstverleningen (van particulieren of agentschappen).*

Artikel 4: Belastingplichtige

De belasting is verschuldigd door de verantwoordelijke uitgever van het drukwerk bedoeld in deze bepalingen of, als hij niet gekend is, door de natuurlijke of rechtspersoon voor wiens rekening het niet-geadresseerd reclamedrukwerk verdeeld wordt, en dit voor alle firma's of welbepaalde producten vermeld op het reclamedrukwerk;

De verdeler van het aan de belasting onderworpen drukwerk is solidair verantwoordelijk voor het betalen van de belasting.

Als de uitgever en de verdeler niet gekend zijn, zal de belasting ten laste gelegd worden van de natuurlijke of rechtspersoon voor rekening waarvan het reclamedrukwerk verspreid wordt.

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon voor wiens rekening het niet-geadresseerd reclamedrukwerk verdeeld wordt wanneer de verantwoordelijke uitgever geen maatschappelijke zetel heeft in de Europese Unie (EU) en geen handelsvennootschap met rechtspersoonlijkheid heeft in België de zin van Titel I, artikel 2, § 2 van het Wetboek van vennootschappen (wet van 7 mei 1999).

Artikel 5:

De verschillende formaten zijn:

a) **Publiciteitsblad of -kaart:**

- oppervlakte kleiner of gelijk aan formaat A4
- oppervlakte groter dan formaat A4 maar niet groter dan 2 x A4 formaat

b) **Catalogus, vouwblad of publiciteitskrant:**

De belasting is vastgesteld op de oppervlakte van het volledig ontvouwen drukwerk.

Artikel 6: Aanslagvoet

De belastingtarieven in euro worden voor de jaren 2017 tot en met 2019 als volgt vastgelegd :

	2017	2018	2019
Kleiner of gelijk A4	0,0118	0,0120	0,0122
Minimum bedrag per verdeling	29,86	30,45	31,06
Groter dan A4	0,0236	0,0240	0,0245
Minimum bedrag per verdeling	59,75	60,95	62,17
Catalogus, vouwblad of krant	0,0354	0,0361	0,0368
Minimum bedrag per verdeling	119,50	121,89	124,33

Artikel 7:

Op verzoek van de belastingplichtige mag de gemeentelijke overheid een stelsel van forfaitaire maandelijkse heffing voor het hele jaar i.p.v. occasionele heffingen toekennen.

Het stelsel van maandelijkse forfaitaire heffing dient gevraagd te worden ten laatste op 31 januari van het dienstjaar en zal tot het einde van het dienstjaar geldig blijven.

De aanslagvoeten in euro van de forfaitaire maandelijkse heffing worden voor de jaren 2017 tot en met 2019 ongeacht het aantal exemplaren dat in de loop van de maand wordt verdeeld als volgt vastgelegd:

	2017	2018	2019
Kleiner of gelijk A4	717,04	731,38	746,01
Groter dan A4	1.434,12	1.462,80	1.464,80
Catalogus, vouwblad of krant	2.151,16	2.155,46	2.198,57

Artikel 8: Aangifte

De belastingplichtige is ertoe gehouden:

- ***ofwel voorafgaandelijk aan iedere distributie van reclamedrukwerk een aangifte bij de gemeente te vragen die hij, behoorlijk ingevuld gedateerd en ondertekend, voor de erin vermelde vervaldatum van vijftien dagen (per post, fax of mail) terug moet sturen;***
- ***ofwel, voorafgaandelijk aan iedere distributie van reclamedrukwerk, spontaan een aangifte op te sturen (per post, fax of mail), met volgende noodzakelijke gegevens voor het vaststellen van de belasting (volledige gegevens van de aangever, facturatieadres, aantal verdeelde exemplaren, periode van verdeling, gegevens van de verdeler, keuze van de belastingwijze, hoedanigheid en handtekening van de aangever, datum van de vaststelling van de aangifte).***

Artikel 9: Ambtshalve inkohiering

Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement vastgestelde termijn, in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte of bij gebrek aan aangifte, zal de belastingplichtige van ambtswege belast worden volgens de gegevens waarover het gemeentebestuur beschikt.

Vooraleer wordt overgegaan tot vestiging van de ambtshalve belasting, brengt het gemeentebestuur de belastingplichtige met een aangetekende brief op de hoogte van de redenen waarom gebruik gemaakt wordt van deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd evenals de wijze van bepaling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen. De belasting mag niet worden gevestigd vóór deze termijn verstreken is.

In geval van ambtswege inkohiering, wordt de verschuldigde belasting verhoogd met het bedrag dat gelijk is aan het dubbele van de verschuldigde belasting.

De inbreuken op huidig reglement worden vastgesteld door het lid of de leden van het gemeentepersoneel aangeduid door het college en die bevoegd zijn om een controle of een onderzoek in te stellen en vaststellingen te verrichten in verband met de toepassing van het belastingreglement en zijn diverse bepalingen.

De door hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijs van het tegendeel.

Artikel 10: Invordering

~~Deze belasting wordt contant geïnd~~ De belasting wordt ingevorderd bij wege van een kohier.

De belastingplichtige ontvangt zonder kosten een aanslagbiljet. De belasting dient betaald te worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 11: Bezwaarschriften

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan tegen een de belasting of een belastingverhoging bij het college van burgemeester en schepenen een bezwaarschrift indienen.

Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met reden omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet of vanaf de kennisgeving van de aanslag of van de datum van de contante inning.

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift uitdrukkelijk gevraagd heeft, dan zal hij binnen een termijn van ten minste vijftien kalenderdagen voor een hoorzitting worden uitgenodigd.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet ten minste zeven kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting schriftelijk door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger aan het college of aan het personeelslid betekend worden.

Artikel 12:

Het huidige reglement vervangt, vanaf 1 januari 2017, het belastingreglement op het gratis verspreiden van niet-geadresseerd reclamedrukwerk aan huis, aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 25 oktober 2012.